

Souk Ahras **De nouveaux engins pour renforcer le parc de matériels de travaux**

Le parc de matériels de la direction des travaux publics de la wilaya de Souk Ahras a été renforcé récemment par de nouveaux engins pour le déblaiement de routes, a-t-on appris jeudi auprès de la directrice du secteur, Saliha Aggaba. Il s'agit de six (6) chasses neige modernes et de trois (3) tracteurs de remorquage, de cinq (5) engins de compactage, et dix (10) camions d'une capacité de charge de 2,5 tonnes pour chaque véhicule lourds, a précisé la même source. Mobilisant un montant de 330 millions de dinars, ces nouveaux équipements seront ajoutés aux cinq (5) autres engins du parc du secteur des travaux publics, renforcé au titre des dispositions de prévention de différentes catastrophes naturelles, comme les inondations, éboulements et glissements de terrain, et chutes de neige pouvant causer la fermeture des axes et la paralysie du trafic routiers a ajouté Mme Aggaba. Une quantité de 80 tonnes de sel de déneigement a été également réservée dans la wilaya pour parer aux intempéries neigeuses que connaît la région de Souk Ahras à chaque hiver notamment dans les localités de Khedara, d'Ouled Idriss et d'Ain Zana, a-t-on ajouté. En prévision de la saison des pluies automnales, un plan d'action pour le lancement des travaux de curage des canaux pour faciliter l'évacuation des eaux pluviales a été établi a-t-on encore souligné.

L'eau : après la mobilisation, la gestion

Après plusieurs années d'efforts, l'Algérie a réussi à relever le défi de l'eau grâce à une politique volontariste caractérisée par l'intensification des investissements. Le secteur des ressources en eau a bénéficié d'une enveloppe financière conséquente, évaluée à 50 milliards de dollars. Un montant qui a permis notamment de combler le déficit en barrages, stations de dessalement d'eau de mer et grands transferts régionaux. Cette mobilisation a permis au pays de faire face à des périodes de sécheresses qui auraient pu provoquer des catastrophes. Le taux de raccordement à l'AEP a été également porté à un niveau conséquent dépassant les 90%, voire 100% dans certaines régions du pays. Outre la mobilisation et la réalisation des structures hydrauliques, l'Algérie a réussi à mettre en place une gestion intégrée de l'eau qui a permis aux grandes villes du pays de régler définitivement la problématique des ressources en eau. Toutefois, la question de l'eau a été confrontée à d'innombrables phénomènes dont le gaspillage, les fuites, les raccordements anarchiques ainsi que les coupures qui surviennent dans certaines régions. Il convient de rappeler, dans ce sens, que les autorités ont engagé un ensemble de mesures et de procédures visant à simplifier et alléger les dossiers administratifs inhérents à l'accès à l'eau et à l'assainissement, au fonçage des forages et puits, ainsi qu'à la concession de la ressource en eau minérale. D'autres mesures ont été initiées en vue d'améliorer l'accueil du public, à son orientation et au traitement des problèmes et difficultés. Ces mesures se sont traduites par l'aménagement et la modernisation des espaces d'accueil, la généralisation des aménagements au profit des personnes à mobilité réduite, la désignation d'agents d'accueil qualifiés. Il reste maintenant à intensifier les campagnes de sensibilisation afin de mieux utiliser le liquide précieux et endiguer le phénomène du gaspillage.

S. B.

EAU

L'ALGÉRIE A OPTÉ DEPUIS DES ANNÉES POUR LES STATIONS DE DESSALEMENT

L'eau de mer pour contrer le déficit en eau potable

Vingt-trois stations, dites monoblocs (démontables) de dessalement d'eau de mer ont été réalisées entre 2002 et 2003. Dotées d'une capacité de production globale de 57 000 m³ d'eau par jour, ces unités étaient destinées uniquement à couvrir les besoins de consommation de la capitale. Une fois Alger sécurisée, ces stations ont été transférées vers les régions de Ténès, Tlemcen, Oran, Aïn Témouchent, Tizi Ouzou et Skikda où elles continuent de fonctionner

Par

Hayet Youba

La technique du dessalement d'eau de mer représente une ressource alternative qui apporte des réponses au besoin en eau à court et à long termes. L'Algérie a décidé de recourir à ce procédé afin de faire face à un déficit en eau potable notamment à l'ouest du pays. Oran, et toute la région Ouest en général, souffrent depuis plusieurs décennies d'une insuffisance en eau potable.



C'est pourquoi un ambitieux programme de dessalement d'eau de mer a été mis en place, il y a quelques années déjà. Un choix stratégique visant à mettre fin aux problèmes d'approvisionnement en eau potable dans les villes du nord du pays. Vingt-trois stations, dites monoblocs (démontables) de dessalement d'eau de mer ont été réalisées entre 2002 et 2003. Dotées d'une capacité de production globale de 57 000 m³ d'eau par jour, ces unités étaient destinées uniquement à couvrir les besoins de consommation de la

capitale. Une fois Alger sécurisée, ces stations ont été transférées vers les régions de Ténès, Tlemcen, Oran, Aïn Témouchent, Tizi Ouzou et Skikda où elles continuent de fonctionner. Ce n'est qu'en mars 2003 que les travaux de construction de la première station de dessalement d'eau de mer ont été lancés. Il s'agit de la station de Kalrama, dans la wilaya d'Oran. Implanté dans la zone industrielle d'Arzew, le complexe Kalrama a nécessité un investissement de 400 millions de dollars dont 5% du partenaire étranger et

95% d'AEC (Algerian Energy Company, créée en 2001 par les Groupes Sonatrach et Sonelgaz). Il assure, depuis son entrée en exploitation en février 2006, le dessalement d'eau de mer avec une capacité de production de 90 000 m³ par jour, ainsi que la production d'énergie électrique. Il y a eu ensuite le lancement de treize stations de dessalement d'eau de mer à travers le territoire national et dont la capacité globale de production journalière qui devrait atteindre les 2,26 millions de mètres cube. A

titre d'exemple, il y a lieu de citer la station d'El-Hamma, inaugurée en février 2008 qui transforme au quotidien jusqu'à 200 000 m³ du précieux liquide. Son apport constitue près de 20% de l'alimentation en eau potable de la capitale. Entrée en exploitation en mars 2009, celle de Skikda est dotée d'une capacité de 100 000 m³ par jour. A Aïn Témouchent, la station de dessalement d'eau de mer de Beni Saf dessert la région depuis juin 2010 avec une capacité de 200 000 m³ par jour. Des stations de dessalement ont également été construites à Tizi Ouzou, Annaba, Tipasa et Boumerdes. Mais c'est à Oran que le plus grand nombre de stations de dessalement existe. Après celle d'Arzew, Boufer, Aïn Turck et Chatt El Hillal, la dernière en date est la station de Magtaâ, près de Mers El-Hadjadj. C'est la plus grande station à osmose inverse dans le monde avec une capacité de 500 000 m³ par jour. Confiée au partenaire de l'AEC, Hyflux de Singapour, l'unité a coûté 492 millions de dollars et est opérationnelle depuis le mois de juillet dernier. Elle s'étend sur une superficie 17,4 hectares et dispose d'un laboratoire de contrôle de l'eau fonctionnant H24. Elle a non seulement permis de soulager la population d'Oran qui a souffert énormément de la pénurie d'eau potable, mais son entrée en production a permis l'ouverture de trois couloirs, un vers Oran à partir d'Aïn El Bya, le second pour alimenter Sig, Mohammadia et Mascara, et le troisième sera réservé à l'alimentation de Mostaganem. C'est grâce à toutes ces infrastructures que le taux de raccordement des foyers au réseau d'eau est de 98% et avec ce taux, l'Algérie est classée en première position aux niveaux arabe et africain.

H. Y.

غليزان

16 بلدية ستستفيد من مياه البحر المحلاة

كشفت مصادر من محيط مصالح مديرية المواد المائية بغليزان، أن مشروع مياه البحر المحلاة، سيدخل الخدمة شهر سبتمبر الداخل، حيث سيتم توفير 150 ألف متر مكعب يوميا لسكان 16 بلدية خلال المرحلة الأولى، وهذا بعد أن أشرفت أشغال القناة على الانتهاء ودخلت مرحلة التجربة التقنية بجهة مستغانم، ووصلت بها نسبة الأشغال إلى 95 بالمائة.

وحسب المصادر ذاتها، فإن الأشغال جارية لإنهاء أشغال إنجاز القناة الرئيسية لتحويل مياه البحر المحلاة، وهي القناة التي تمتد من تراب ولاية مستغانم، انطلاقا من منطقة المقطع بولاية وهران إلى غاية بلدية وادي ارهيو، حيث من المنتظر أن تزود القناة 30 بلدية تعاني من مشاكل في التزود بالماء الشروب، وهذا بـ 250 ألف متر مربع. وبخصوص عملية الربط بين القناة الرئيسية والبلديات، كشفت المصادر ذاتها، أن المشروع عرف بعض التأخر بسبب اعتراضات ملاك الأراضي ومشاكل تقنية تم احتوائها بعد تدخل العديد من الجهات من أجل رفع هذه العراقيل، مؤكدة في السياق ذاته أن عملية الربط جرت على مستوى 16 بلدية، فيما يتم استكمال البلديات الأخرى في المستقبل القريب. وتعمل ولاية غليزان كثيرا على مشروع مياه البحر المحلاة من أجل القضاء على أزمة العطش في عديد المناطق الريفية والحضرية، وهو المشروع الضخم الذي وضع حجره الأساسي الوزير الأول عبد المالك سلال خلال زيارته إلى الولاية سنة 2012، ويحتل الأولوية في البرنامج الخماسي لرئيس الجمهورية، والذي من شأنه القضاء على مشكل التزود بالماء الشروب بالولاية.

ل. زيان

للقضاء على مشكل تراكم المياه القذرة بالقرب من سوق حاسي بونيف 11 مليار سنتيم لتجديد قنوات الصرف الصحي



تصوير: فوزي برادعي

سنتيم في آجال أقصاها العشرة أيام و نوه بأن
 هذا الاجراء يعد جد هام خاصة و أنه سيجنب
 بلدية حاسي بونيف مشكلا بيئا و صحيا على
 حد سواء .
 آمال.ع

هذه النقطة السوداء و المتعلق بانجاز قنوات
 صرف صحي و أخرى بمياه الأمطار بحيث من
 المنتظر أن تباشر الأشغال الخاصة بهذه العملية
 التي رصد لها غلاف مالي هام يقدر بـ 11 مليار

أبدى العديد من المواطنين القاطنين ببلدية
 حاسي بونيف وكذا المارة بهذه المنطقة
 استيائهم الكبير لمشكل تراكم المياه القذرة منذ
 مدة قرب السوق الجوّاري المحاذي لمقر البلدية
 حيث طالبوا الجهات المسؤولة بالتدخل و
 القضاء على هذه النقطة السوداء التي من
 شأنها أن تلحق أضرارا صحية بالمستهلك
 خاصة و أنها تتواجد بقرب المواد الغذائية و
 الخضار المعروضة بهذا المرفق التجاري ، دون
 أن ننسى الإشارة الى الروائح النتنة التي أضحت
 تنبعث منها و انتشار الباعوض و الحشرات
 الضارة ، و هو الأمر الذي أكدّه رئيس بلدية
 حاسي بونيف الذي أوضح بأن المشكل نجم عن
 انفجار قنوات الصرف الصحي المرتبطة
 بالقنوات الناقلة لمياه الأمطار الممتدة من
 منطقة سيدي البشير الى غاية بلدية حاسي
 بونيف والتي تتراكم بالمنطقة السفلى
 المتواجدة بقرب السوق بفعل الضغط ، و أشار
 في هذا السياق بأن مصالحهم قامت صباح أمس
 بزيارة معاينة مع مؤسسة "سيور" للإطلاع عن
 الوضع عن قرب و هذا لإطلاق المشروع الهام
 الذي استفادت منه البلدية و الذي سيقضي على

Aïn-Fekroun et Aïn Kercha alimentées en eau potable depuis Beni-Haroun dès mars

L'alimentation en eau potable des villes d'Aïn-Fekroun et Aïn-Kercha à partir du barrage de Beni-Haroun, dans le cadre des grands transferts d'eau sera effectuée d'ici au mois de mars 2017. Les premiers volumes d'eau, provenant de la station de pompage de Oued-Athmania, seront acheminés vers le barrage de Ouarkiss, dans la commune d'Aïn-Fekroun, via la station d'Aïn-Kercha et arriveront au chef-lieu de wilaya et aux agglomérations d'Aïn-M'lila et Aïn-Beïda d'ici à juin 2017.

Le chantier de la station de traitement des eaux du barrage Ouarkis a atteint 25 % de taux d'avancement. L'entreprise étrangère, chargée de l'un des lots de ces travaux, a été enjointe de veiller à mettre en place les installations nécessaires requises avant le mois de décembre prochain, de même que les entreprises nationales, chargées du même projet, ont reçu l'ordre de procéder à l'établissement d'un planning de travail et à l'activation du chantier des



travaux avec l'installation de 500 à 600 mètres de conduites quotidiennement dans le deux sens du barrage Ouakis.

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

M. Ouali plaide pour une VISION RESPONSABLE

Le ministre de l'Environnement et des Ressources en eau, Abdelkader Ouali, se lance dans une nouvelle stratégie qui vise à « redorer l'image », et redynamiser au mieux l'action de son département. Non seulement de l'extérieur, soit du point de vue du degré d'appréciation du citoyen de sa politique de proximité, mais aussi de l'intérieur, à différents niveaux structurels de ce département, plus précisément ses organes de gestion où le ministre exige une « révision urgente de leur copie » à même de se mettre au diapason des défis.

De notre envoyé spécial
à Oum El Bouaghi et Tébessa
Karim Aoudia

M. Abdelkader Ouali a en effet plaidé en faveur d'une « nouvelle vision responsable » à instaurer sans trop tarder via le recours à un nouveau modèle de gestion au sein des différentes structures relevant de son ministère et même les agences placées sous sa tutelle (ONA, ADE, ANBT).

C'est là, l'essentiel de son discours prononcé lors d'une réunion de travail qu'il a présidée à Tébessa au terme d'une visite d'inspection « maratonienne » où M. Ouali et les membres de la délégation qui l'ont accompagné ont sillonné de long en large, le territoire des wilayas de l'Est. Oum El Bouaghi, Tébessa et même une partie de Souk-Ahras, les responsables locaux, de ces trois wilayas, directement concernés par la gestion du domaine des Ressources en eau ont été convoqués à ladite réunion. La salle aménagée par les services de la wilaya de Tébessa a peine à les contenir. Ainsi, et face à de nombreux responsables locaux de son secteur, de parlementaires, d'autorités civiles et militaires de ces régions frontalières et même des chefs de de daires, P/APC, le ministre a souligné l'urgence « de promouvoir la coordination dans l'action des différents intervenants du secteur à même de préserver les acquis enregistrés jusqu'à et surtout lutter contre le gaspillage », dira-t-il, d'entrée. Plus explicite, le ministre de l'Environnement et des Ressources en eau a plaidé pour une résolution définitive du fléau des branchements illicites, non sans prendre en considération la nécessité de renforcer la dotation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et un meilleur entretien du patrimoine infrastructurel, de la moindre canalisation jusqu'aux réalisations gigantesques qui ont vu le jour.

Un montant de 50 milliards de dollars pour l'eau

Le même « mot d'ordre » a été répété à maintes reprises par le ministre Abdelkader Ouali pour décrire et convaincre de l'efficacité de ce nouveau modèle de gestion dont il recommande une obligation de résultats à satisfaire dans l'immédiat ; en finir avec une atmosphère de gestion aléatoire ; de laisser-aller, voire d'irresponsabilité dans laquelle semblent se « noyer » beaucoup parmi les cadres et gestionnaires du secteur. En ce sens, le ministre a été ferme. Il a en effet usé de termes sévères pour dénoncer une série de ca-



rences à l'incidence plus au moins graves, dont certaines ont été constatées, avec amertume, le jour même de sa visite, soit samedi dernier à Tébessa. Néanmoins et avant de les énumérer il martela « ce genre de comportements néfastes ne peut être toléré dans un secteur ayant figuré à titre de priorité dans les différents plans de développement initiés par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Il rappellera le montant faramineux dépassant les 50 milliards de dollars consacrés par l'Etat pour combattre « le stress hydrique » qui menaçait l'Algérie au début des années 2000 avant que les hautes autorités ne décident d'y remédier en plaçant la problématique du manque d'eau au cœur de la politique de l'Etat, non sans un suivi des plus rigoureux qu'assuraient et qu'assure toujours le Président de la République quant à son exécution. De gigantesques infrastruc-

tures et des projets de transfert de cette ressource à dimension titanique ont été réalisés à l'exemple du fameux MAO ayant permis de mettre un terme définitif au manque de ressources hydriques dont ont toujours souffert les populations de l'Oranie. Le ministre Ouali a aussi communiqué le chiffre de 31 barrages qui ont été réalisés ; 9 autres infrastructures du même genre seront réceptionnés avant la fin de l'année alors que la réalisation d'une dizaine de barrages sera engagée prochainement ; 177 stations d'épuration ont été mises en exploitation, sans compter une multitude de grands projets structurants de transferts d'eau qui ont vu le jour dans le cadre, a-t-il précisé, de la mise en œuvre des programmes initiés par le Chef de l'Etat dans leur chapitre relatif au secteur des ressources hydriques. » Ces projets stratégiques et d'autres infrastructures similaires, actuellement en chan-

tier, font l'objet d'une intention particulière de la part du gouvernement toujours prêt à ne ménager aucun effort pour apporter les solutions idoines aux problèmes soulevés en matière de gestion et de suivi », a indiqué Abdelkader Ouali au moment de son inspection du projet de construction du barrage d'Ourkiss dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, première étape de sa visite dans les régions frontalières de l'Est algérien.

Ourkiss, un barrage tant attendu

L'impact de ce projet dont la mise en œuvre a été rendue possible sur la base d'un transfert de la ressource hydrique à partir du barrage de Beni Haroun (Mila) est de garantir, une fois réceptionné, une alimentation régulière en eau potable au profit des populations des localités d'Ain-Mila, Ain Kerkha, Ain Fekroun, Ain Beida et

Oum El-Bouaghi, nécessitant un volume de 37 millions de m³ à assurer annuellement une fois que le barrage d'Ourkiss abordera sa phase d'exploitation soit à partir du mois de mars prochain, selon les délais fixés par le ministre. Il semble toutefois que des contraintes liées à l'approvisionnement de ce chantier ainsi qu'à la construction des voies de canalisation risqueraient d'influer négativement sur la cadence des travaux.

Le ministre décide aussitôt d'un ensemble de mesures pour y remédier, tout en restant intransigeant sur les délais. « Le plus gros a été fait. La transfert d'eau à partir du barrage de Beni Haroun jusqu'à Ain Fekroun a coûté à l'Etat la bagatelle de 4 millions de dollars et ce n'est pas à ce niveau que le rythme des travaux de réalisation du barrage d'Ourkiss devra fléchir. C'est inadmissible, d'autant plus que l'impact de ce projet ne sera perceptible qu'une fois que la population des cinq communes recevra de l'eau dans son robinet », a-t-il indiqué. Dans la wilaya de Tébessa où le ministre a eu à inspecter au prime fin l'ensemble des projets relevant de son secteur, Abdelkader Ouali a constaté avec dépit la persistance de certaines carences dues à « un manque de coordination dans la gestion assurée par les différents responsables locaux ». C'est le cas notamment pour le réservoir de 5.000 m³ réalisé à Bir Salem que M. Ouali a inauguré après un retard de 3 ans pour cause de « négligence » qu'il a lui-même dénoncée. Lors de la réunion qu'il a présidée avec les cadres régionaux du secteur pour les régions frontalières de l'Est, le ministre a aussi fait part publiquement d'une carence attestant du manque de coordination entre les différentes structures locales. Il s'agit d'une étude de modernisation des structures hydriques de Tébessa qui a été soumise par l'ADE locale sans l'aval du ministère ni du premier responsable de Tébessa, le wali en l'occurrence. « De telles incohérences ne doivent plus persister. Les directeurs des différentes agences locales placées sous tutelle du secteur sont tenus de mieux communiquer à l'avenir et aviser les services de wilaya », a soutenu le ministre. « L'heure a sonné pour que l'administration des ressources en eau à Tébessa se réapproprie ses prérogatives et assume pleinement ses responsabilités en termes de réalisation des projets, de surveillance et de contrôle de la ressource hydrique et de la préservation des structures mises en exploitation », a encore ajouté le ministre de l'Environnement et des Ressources en eau.

K.A.

Barrage d'El-Ouenza : 5.500 emplois escomptés

La construction du barrage interwilaya (Tébessa – Souk Ahras) au lieu-dit Oued Mellegue de la daïra d'El Ouenza a constitué un projet phare inscrit dans la feuille de route de la visite d'inspection effectuée par le ministre de l'Environnement et des Ressources en eau, M. Abdelkader Ouali à Tébessa. Cette infrastructure à dimension gigantesque a coûté à l'Etat la somme de 18 milliards de DA, avions-nous appris sur place.

Essentiellement, l'objectif à atteindre à travers ce projet est d'assurer l'alimentation en eau potable des populations d'El-Ouenza et El-Aouinet, deux grandes daïras de Tébessa, ainsi qu'une partie de la population de Souk-Ahras. Toutefois, la mise en exploitation de ce nouveau barrage attendu dès mars prochain aura également, selon le ministre Ouali, à booster l'activité industrielle notamment la production du phosphate, ressource qu'on trouve en abon-

dance dans cette région frontalière. Selon le ministre, cette nouvelle infrastructure devra générer jusqu'à 5.500 emplois, qui seront créés dans le secteur industriel et des ressources en eau. M. Ouali a inspecté par ailleurs l'ensemble des projets relevant de son secteur et initiés à Tébessa à l'exemple du barrage qui prend forme progressivement à la commune de Saf-Saf et la station de pompage d'AEP à Ain Zerroug. Il a également procédé au lancement des dispositifs de contrôle de réseau d'alimentation en eau potable en vue de mieux lutter contre les branchements illicites et le gaspillage de cette ressource.

Le ministre a annoncé par ailleurs la création de commissions de wilayas ainsi qu'une autre commission sectorielle pour instaurer un nouveau modèle de gestion plus efficient.

K. A.

SOUK AHRAS

Le barrage d'Ouldjet Melleg réceptionné en décembre prochain

■ Pour le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement en visite au barrage d'Ouldjet Melleg, l'eau est inscrite dans le nouveau modèle social et économique. M. Ouali a exigé de donner la priorité à l'AEP avant l'industrie. Il a demandé à ce qu'il y ait une concertation pour définir les besoins des communes frontalières des wilaya de Tébessa et Souk Ahras qui ont besoin d'un renforcement. Le barrage visité samedi dernier par la délégation ministérielle connaît un taux d'avancement de 85%, et sa mise en eau est prévue pour décembre prochain. Les travaux de cet ouvrage qui a coûté plus de 19 milliards de dinars ont été lancés en 2011 et la date d'achèvement se fera en mars 2017. Une fois achevé, il devra renforcer les AEP des deux wilayas et satisfaire les besoins en eau industrielle du complexe de phosphate projeté dans la commune d'Oued El-Kebrit (wilaya de Souk Ahras), dont la convention a été signée le 21 juillet dernier avec des Philippins. Il devra aussi et surtout alimenter en eau potable les villes d'Ouenza et d'El-Aouinet ainsi que la région sud de la wilaya de Souk Ahras. 9000 ha dont 6000 dans la région de Souk Ahras seront irrigués à partir de ce barrage qui emploie actuellement 500 personnes. Ce chiffre sera revu à la hausse une fois tous les travaux finis. Dans la matinée, le ministre a inauguré le barrage d'Ourkis (wilaya d'Oum El-Bouaghi). Cette wilaya avait longtemps bénéficié de 5000 m³, provenant du barrage de Aïn Dalia (wilaya de Souk Ahras). Cette quantité d'eau potable sera transférée à partir du mois de décembre vers la wilaya de Tébessa pour venir s'ajouter aux 23 000 m³ actuels. Le barrage de Melleg est très important du moment que sa capacité de stockage est de 155 millions de m³ avec un volume régularisé de 38,8 hm³/an.

HOCINE FARROUKI

Ressources en eau à Chlef **1,9 milliard de DA pour renforcer l'eau potable de 06 communes**

Si le chef lieu de commune de certaines communes parmi les 35 communes que compte la wilaya de Chlef est doté d'eau potable pour un écoulement journalier suffisant il demeure par contre que certaines localités rurales sont confrontées à un déficit en cet aliment précieux indispensable .Pour permettre à tout le monde de boire à sa soif ,la direction des ressources en eau à débloquent une enveloppe financière d'un montant de 1,9 milliard de dinars pour le renforcement de 06 communes en eau potable à partir de la station de dessalement de l'eau de mer de Maïnis. Selon le directeur des ressources en eau M.Hamadouche ,700 millions de dinars ont été consacré pour la commune de Chettia, 100 millions de dinars pour la commune d'El-Karimia, 250 millions de dinars pour les communes Benâiria, Zeboudja, Taougri-te et Abou El Hassen et un milliard de dinars pour les raccordements occasionnels. **B.REDHA**